

Impôt de justice pour les multinationales

liberation.fr/international/amerique/impot-de-justice-pour-les-multinationales-20210603_4CHOMHFRHFAMHOU673S2XTQOZM

Philippe Coste, *Libération*, 3 juin 2021

La nouvelle administration américaine défend au G7 à partir de ce vendredi à Londres l'instauration à l'échelle internationale d'un taux d'imposition minimum pour les très grandes entreprises. Une avancée surprise face aux stratégies d'optimisation fiscale.



Joe Biden dans le Maryland le 27 mai. (Evan Vucci/AP)

par Philippe Coste

publié le 3 juin 2021 à 21h00

L'Amérique est de retour. «*America is back*», proclamait Joe Biden le 19 février, lors de la conférence sur la sécurité de Munich. Après les quatre ans d'invectives et de droits de douane de son prédécesseur Donald Trump, le nouveau président américain rendait enfin hommage à la diplomatie et aux vertus de l'alliance transatlantique, malmenées par le dogme trumpien de «*l'Amérique d'abord*». Personne n'avait pourtant d'idée claire du nouvel engagement international des Etats-Unis, et encore moins la prescience que Joe Biden, quatre mois après son arrivée à la Maison Blanche, deviendrait le maître d'œuvre

d'un consensus entre les 137 nations membres de l'OCDE. Et se poser ainsi en architecte d'une offensive mondiale contre les paradis fiscaux, lors du premier G7 de sa présidence, qui commence à Londres ce vendredi 4 juin.

L'accord qui se dessine entre les sept a déjà été encensé par l'économiste Joseph Stiglitz, qui juge «*qu'il est à la fiscalité ce que l'accord de Paris est pour le changement climatique*». Il prévoit l'instauration d'un taux minimum mondial d'imposition de 15 % à l'encontre des multinationales, pour la plupart américaines, qui jusqu'alors jonglaient avec les législations nationales, décidaient de leurs implantations à l'étranger en fonction des codes fiscaux nationaux. Quitte à recourir à des armées de *lawyers* et de consultants pour mieux profiter d'une «course vers le bas» entre des dizaines de pays, privant la majorité d'entre eux de recettes fiscales indispensables.

L'impulsion américaine est d'autant plus décisive et efficace qu'elle a lieu au moment propice. Un an de politiques de renflouements économiques, 16 000 milliards de dollars injectés par les nations de l'OCDE depuis mars 2020 dans des mesures de relance internes, a pu éviter l'effondrement de leurs économies, au prix d'une ponction drastique dans leurs budgets et d'une hausse spectaculaire de leurs dettes nationales. Le coup de baguette magique de Joe Biden arrive à point nommé pour donner raison aux initiateurs les plus bruyants du projet fiscal international, l'Allemagne et la France. Ces deux pays, lors du G7 de 2019, avaient pour la première fois proposé publiquement de «*refondre le système fiscal pour l'adapter aux réalités économiques du XXI^e siècle*», car l'Amérique de Trump elle-même avait sonné le départ de la course vers le bas, en coupant le taux d'imposition des sociétés de 28 % à 21 % en 2017.

Le choix de Janet Yellen

Pour engager son chantier politique, – une vraie refonte interne du système fiscal au nom de la justice sociale et du contribuable lambda, victime des largesses accordées aux entreprises –, Biden doit réduire l'attractivité des alternatives, rétrécir le différentiel entre les impôts levés par les pays de l'OCDE et ceux des Etats-Unis. D'autant qu'il souhaite remonter le taux d'imposition des sociétés de 21 % à 28 % sans provoquer un nouvel exode fiscal, tout en trouvant 7 000 milliards de fonds publics sur dix ans pour son gigantesque projet national de «reconstruction en mieux» des infrastructures américaines.

Son ambition est de freiner, arrêter, et durablement inverser une spirale de baisse de la ponction fiscale sur les sociétés, passée de 34 % sous Reagan à 21 % sous Trump, et d'une moyenne mondiale de 46 % dans les années 80 à un peu plus de 23 % aujourd'hui. On ne s'étonne pas qu'il ait choisi Janet Yellen, ancienne patronne de la Réserve fédérale, comme secrétaire au Trésor, dans le but prioritaire d'orchestrer sa campagne de réhabilitation des politiques interventionnistes budgétaires, et a fortiori du rôle de l'impôt dans la croissance et la justice sociale. En 2017, un an avant son départ de la Fed, Yellen avait une nouvelle fois sonné l'alarme sur les limites du soutien à l'économie par le biais des taux d'intérêt, et sur le danger présenté par le départ à la

retraite de millions de baby-boomers sur fond de creusement des déficits et de l'endettement américain. «*Ce chemin est intenable, déclarait-elle. Et il implique des ajustements fiscaux.*»

Les ajustements sont en cours. D'une part, le cabinet de Yellen est bondé de fiscalistes connus pour leurs ambitions de régler les problèmes du commerce international autrement que par le recours à la matraque des droits de douane prisée par Donald Trump. Il s'agit, par le biais des taux minimum, de réduire les écarts de compétitivité entre les pays. D'autre part, si Joe Biden a besoin d'argent pour financer un «New Deal» énergétique et une modernisation des infrastructures américaines décaties, créatrice de 21 millions d'emplois, le consensus du G7 lui offre aussi un avantage politique : une stature de négociateur international capable de ponctionner le «Big Business» et d'obtenir des concessions mondiales favorables à ses priorités nationales. Un argument miracle pour vendre ses hausses d'impôts sur les sociétés au Congrès. Aux républicains qui, pour l'instant, au nom de «*la survie des entreprises américaines face au fisc*», n'accepteraient qu'une dépense publique de 900 milliards pour les infrastructures contre les 2 300 milliards demandés par Biden. Et surtout à bon nombre de démocrates modérés inquiets à l'idée d'apparaître comme le parti du trop d'impôts...

L'épineux problème des Gafa

Mais le diable réside toujours dans les détails. Les républicains ont beau jeu de rappeler que l'accord sur l'impôt minimum n'est pas contraignant et que les pays qui s'y engagent doivent encore le retranscrire dans leurs législations nationales, alors que les hausses d'impôts de Joe Biden, nuisibles à leurs yeux à la compétitivité américaine, seront, elles, déjà en vigueur. Ensuite, l'accord mondial n'exclut pas les combines locales de chaque Etat : des dégrèvements, des avantages à l'implantation des multinationales sur leurs territoires qui les rendraient toujours plus attractifs que leurs voisins.

Reste l'épineux problème des Gafa, et de la taxation d'entreprises rétribuées essentiellement par leur propriété intellectuelle, capables de déplacer sans vergogne leurs bénéfiques vers les filiales les moins taxées de leur nébuleuse internationale. Tout un symbole : Biden n'a pas abrogé les sanctions douanières promises par Trump aux pays qui auraient l'audace de faire payer des impôts à Google, Facebook et Amazon en Europe. Il s'est contenté d'en suspendre l'application le 2 juin, pour 180 jours, sur fonds de pourparlers sur l'impôt minimum, à des pays comme le Royaume-Uni, l'Italie, l'Inde, l'Autriche et la Turquie, qui endurent plus de 2 milliards de droits de douane sur leurs produits. La France, pour avoir imposé une taxe de 3 % à Google, encourt 1,3 milliard de droits de douane.

Si rien n'est réglé encore et si personne ne s'attend, après un miraculeux consensus au G7, à un retour massif des emplois et des capitaux exilés aux Etats-Unis, le retour de l'Amérique au cœur d'un consensus international amène aussi à des considérations internes complexes. L'Amérique, qui donne des leçons de fiscalité à la planète, a exempté Amazon de tout impôt fédéral en 2020, malgré ses 23 milliards de bénéfiques grâce aux ficelles fiscales dont bénéficient les grands groupes américains. On n'oubliera

pas non plus les négociations internes ardues qui attendent le gouvernement Biden sur l'imposition par le fisc américain des bénéfices réalisés à l'étranger. Une ponction limitée à 10,5 % depuis l'époque Trump, que Biden entend doubler pour remplir les caisses du Trésor. Ce débat-là, au cœur de la révolution fiscale demandée par le nouveau président, dans un pays où les entreprises financent sans vergogne les campagnes électorales, sera moins courtois que celui du G7.

Impôts